

Le 10 juillet dernier, le Cercle Humania, sous l'égide de l'Apec et de Kurt Salmon, invitait Laurent Berger, Secrétaire Général de la CFDT. Le thème de la soirée portait sur la démocratie sociale et les nouveaux modèles économiques.

Les 100 DRH présents ont pu écouter avec attention l'analyse éclairée de Laurent Berger sur un thème particulièrement prégnant en ces temps de crise économique.

L'équipe de Kurt Salmon présente, était constituée, pour la circonstance, de Claude Bodeau et Gilbert David, Associés, Yves Synold, Directeur, Laurent Friedmann, Senior Manager, ainsi que Rémi Joffre, Senior Consultant, et Aurélien Ribeire, Consultant. Ces derniers, avec François-Marie Geslin, DGA-DRH de Réunion, ont présenté les résultats de l'étude menée conjointement « Le Business Partner RH, effet de mode ou réalité ? ».

En guise d'introduction, Laurent Berger a souligné que la situation économique que nous traversons, particulièrement en Europe, était bien plus qu'une crise. « Nous vivons une véritable mutation » caractérisée par une crise morale et, malheureusement, souvent une fuite des responsabilités. Les décideurs ont établi ce diagnostic trop tard et donc les solutions à mettre en œuvre n'ont pu être anticipées laissant monter les craintes des salariés et favorisant la montée des populismes.

Laurent Berger nous fait part de trois enjeux fondamentaux pour la CFDT dans ce contexte de mutation. Tout d'abord, la cohésion et la justice sociale doivent être renforcées : il faut répondre au « pessimisme ambiant » et donner la priorité à l'emploi. Ensuite, pour redonner confiance aux chefs d'entreprise comme aux salariés, il faut

fixer un cap pour tracer l'avenir. C'est notamment ce qui a été initié via l'Accord National Interprofessionnel (ANI) du 11 janvier dernier : plus de flexibilité pour les entreprises tout en maintenant un certain niveau d'emploi. Enfin, la société civile doit être mobilisée.

Laurent Berger estime que le dialogue social doit être perçu comme « un vecteur de compétitivité ». En France, la compétitivité est depuis trop longtemps analysée à travers une logique de coûts qui touche aujourd'hui ses limites. Une nouvelle vision plus qualitative, comme celle portée par le rapport Gallois, doit être envisagée avec, pour leitmotiv, l'investissement massif dans la recherche et l'innovation, véritables leviers de l'emploi industriel de demain, et la collaboration accrue entre entreprises et acteurs de la formation afin d'améliorer l'employabilité des salariés. Pour sortir de la crise et trouver des solutions pertinentes et partagées, la CFDT souhaite que « l'humain soit remis au cœur des enjeux économiques ».

Pour notre orateur, les solutions ne peuvent pas venir seulement des politiques, il faut trouver la bonne articulation entre démocratie sociale et politique. L'Histoire nous a montré qu'il vaut mieux un accord partagé entre syndicats et patronat plutôt qu'imposé par les politiques. Seul le dialogue social permet d'aboutir à des solutions pérennes en ce sens qu'il débouche sur un compromis issu de la confrontation des idées. Il permet de s'adapter plus vite à la réalité économique : l'Allemagne est le pays d'Europe qui traverse le mieux la crise actuelle car les difficultés du marché du travail avaient été anticipées via une forte culture du compromis entre syndicats et patronat.



Fort de ce constat, Laurent Berger insiste sur l'importance des accords, fruit du dialogue social, qui doivent devenir des outils dynamiques au service de la croissance (et de la pérennité) de l'activité et de l'emploi au sein des entreprises. Il se tourne vers son auditoire pour l'exhorter à « jouer le jeu » en faisant vivre les accords issus

de la concertation. Sans une application effective et une utilisation généralisée de ces accords, on ne pourra pas leur donner une existence concrète, estime le Secrétaire Général de la CFDT.

Dans le prolongement des accords du 11 janvier dernier, Laurent Berger souhaite encore renforcer la démocratie sociale en France. La CFDT a priorisé cinq thématiques :

- Inscrire le rôle des partenaires sociaux dans la Constitution de manière à garantir leur rôle dans notre démocratie
- Favoriser la présence des syndicats dans les TPE et les PME pour une meilleure représentativité du tissu économique
- Réformer le financement des syndicats et donner plus de transparence
- Rationaliser le nombre de branches interprofessionnelles pour faciliter la mise en œuvre des accords
- Dans le même esprit d'efficacité, réduire le nombre de lieux de concertations pour fluidifier le dialogue social et raccourcir les délais de signature des accords

La traditionnelle séance des questions/réponses a permis à Laurent Berger d'aborder différents sujets tels que le modèle de l'autogestion (prôné par la CFDT dans les années 70), la TVA sociale, la représentativité patronale, les rôles respectifs des CE et CHSCT ou encore le positionnement de la CFDT au regard d'autres centrales syndicales. Sur ce dernier point, Laurent Berger estime que deux formes de syndicalisme s'opposent. Il déplore que d'autres partenaires sociaux s'inscrivent dans un rejet quasi systématique des accords nationaux et assume pleinement les décisions prises par la CFDT.

Sans rejeter toute idée de mobilisation, si elle s'avérait nécessaire, notre orateur nous confirme que la CFDT ne s'associera pas à la manifestation du 10 septembre prochain organisée à l'appel de la CGT, FO, Solidaires et Sud. Le Secrétaire Général de la CFDT justifie cette position par le fait que le rapport de force ne se gagne pas simplement dans la rue. Selon lui, la capacité à peser sur les débats se démontre plus dans la discussion avec l'ensemble des parties prenantes.

En conclusion, Laurent Berger souligne que nous sommes au début d'une nouvelle dynamique et que, dans ce contexte, la CFDT se place dans une logique réformatrice luttant contre les immobilismes. Il rappelle que pour maintenir et créer de nouveaux emplois, nous ne pouvons pas nous opposer aux mutations en cours mais nous devons les accompagner et, via le dialogue social, nous pourrions anticiper les impacts sociaux et économiques et donc préserver et renforcer notre compétitivité. Laurent Berger estime également que la rentrée sera une sorte de test pour notre capacité à dialoguer notamment en ce qui concerne le sujet des retraites.



Claude Bodeau

Associé
claude.bodeau@kurtsalmon.com

Laurent Friedmann

Senior Manager
06 21 54 16 22
laurent.friedmann@kurtsalmon.com

Gilbert David

Associé
gilbert.david@kurtsalmon.com